

# Concrétiser les engagements pris par les gouvernements africains à Abuja de consacrer 15 % des budgets nationaux à la santé

## Qu'est-ce que la Déclaration d'Abuja sur le VIH/sida, la tuberculose et les autres maladies infectieuses ?

Les chefs d'État africains se sont réunis du 26 au 27 avril 2001 lors d'un sommet spécial pour répondre aux défis exceptionnels posés par le VIH / sida, la tuberculose et autres maladies infectieuses connexes. Lors de ce sommet, les gouvernements se sont engagés à attribuer au moins 15% du total de leurs budgets nationaux annuels au secteur de la santé. Ils ont également appelé les pays donateurs à respecter leur engagement de consacrer 0,7% du produit national brut (PNB) à l'aide publique au développement et à annuler la dette extérieure africaine, afin d'encourager l'augmentation des investissements dans le secteur social.



Les gouvernements africains doivent prouver leur engagement envers la santé en consacrant une part croissante de leurs propres ressources au secteur de la santé. En 2008, le lauréat du prix Nobel de la Paix, l'archevêque Desmond Tutu a déclaré : « La promesse de l'Union Africaine (UA) à Abuja de consacrer 15% à la santé constitue un des engagements les plus importants que les dirigeants africains aient pris pour le développement et le financement de la santé. Nos chefs d'État doivent s'efforcer d'atteindre cet engagement sans plus tarder. La perte incessante de millions de vies chaque année en Afrique pouvant être évitées est inacceptable et insoutenable. Nos dirigeants savent ce qu'ils ont à faire. Ils ont déjà promis de le faire. Tout ce qu'ils ont à faire maintenant est de passer à l'action. C'est tout ce que nous leur demandons ».

## Quels progrès ont été réalisés ?

Depuis 2001, un certain nombre de pays ont fait des progrès en augmentant de 15% leur financement national en faveur de l'objectif d'Abuja. L'OMS a déclaré que seuls le Rwanda et l'Afrique du Sud ont atteint 15%, tandis que la Commission de l'Union africaine a rapporté que seuls six États membres de l'UA ont dépassé le seuil des 15% - le Rwanda (18,8%), le Botswana (17,8%), le Niger (17,8%), le Malawi (17,1%), la Zambie (16,4%), et le Burkina Faso (15,8%).

Selon l'OMS, seuls huit pays africains sont sur la voie de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) - l'Algérie, le Cap-Vert, l'Égypte, l'Érythrée, Madagascar, le Rwanda, les Seychelles et la Tunisie - et la plupart des pays africains investissent moins des 50 % nécessaires pour atteindre les objectifs en 2015. Les progrès réalisés pour atteindre l'OMD 5 (amélioration de la santé maternelle) sont particulièrement lents.

L'OMS signale également que le niveau médian des dépenses réelles du gouvernement par habitant en Afrique a augmenté de 10 à 14 dollars depuis 2001. L'UA a indiqué que les dépenses publiques de santé en Afrique subsaharienne s'élevaient actuellement à 25 - 27 dollars par habitant en moyenne, mais 32 des 53 États membres de l'UA investissent moins de 20 dollars (y compris quatre des six pays qui ont atteint la valeur de référence de 15%).

Ce déficit de financement tant au niveau des ressources nationales que des bailleurs de fonds signifie que la plupart des pays africains ne sont pas encore sur la voie pour atteindre les OMD relatifs à la santé.

## Comment soutenir la mise en œuvre

**Dans les pays en développement :** Les progrès pour atteindre l'objectif d'Abuja doivent être mesurés et évalués régulièrement. Ces progrès doivent également être déclarés publiquement dans le cadre de débats sur le budget national. Ils doivent également être rapportés régulièrement lors des réunions régionales de l'Union africaine, de la Communauté économique des États d'Afrique occidentale (CEDEAO), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Les gouvernements africains doivent mettre en place des politiques claires et transparentes sur la façon dont le financement national de santé est obtenu, contrôlé et dépensé. Pour ce faire, les gouvernements africains doivent être responsables devant les citoyens et mettre en place des mécanismes efficaces de reddition des comptes et d'applicabilité.

Les Ministres de la Santé et les Ministres des Finances peuvent renforcer la gouvernance de l'Aide Publique au Développement (APD) qui finance la santé dans leur pays. Actuellement, près de 50% de ces fonds ne transitent pas par le gouvernement. Pourtant, si la totalité de l'APD versée par les donateurs était reçue et dépensée selon les priorités définies par les pays et était associée aux niveaux actuels des dépenses gouvernementales pour la santé, les pays Africains disposeraient de près de 61 dollars par habitant, ce qui est proche du niveau identifié par le Groupe de travail de haut niveau sur le financement international novateur des systèmes de santé comme étant nécessaire pour atteindre les OMD dans les pays en développement.

L'inefficacité des systèmes de santé signifie qu'entre 20-40% de toutes les ressources de santé sont gaspillées. Les initiatives concernant les subventions spécifiques à certaines maladies (telle que l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement) doivent bénéficier à l'ensemble du système de santé. Certains des moyens pouvant générer des gains d'efficacité considérables pour le système de santé sont par exemple l'utilisation accrue de la coopération Sud-Sud, l'expertise technique sur le terrain et une meilleure coordination des dépenses.

Augmentation des dépenses nationales en matière de santé ne doit pas se faire au détriment de la réduction des dépenses sur les autres services sociaux.

**Dans les pays donateurs :** L'amélioration des soins de santé est tributaire de l'annulation de la dette et de l'augmentation de l'APD. Les donateurs doivent véritablement délier l'aide apportée et la rendre plus prévisible. Cette étape est essentielle pour permettre aux pays de mener leurs propres processus de développement. Les donateurs doivent également s'efforcer d'atteindre les objectifs du Consensus de Monterrey, en particulier en exhortant les pays développés à accroître leur APD pour atteindre l'objectif de 0,7 % du produit national brut (PNB) aux pays en développement.

## Ressources:

[African Union. 2001. Abuja Declaration on HIV/AIDS, Tuberculosis and Other Related Infectious Diseases](#)

[The World Health Organization. 2011. The Abuja Declaration: Ten Years On](#)

[Five-Year Review Of The Abuja Call For Accelerated Action Towards Universal Access To Hiv/Aids, Tuberculosis, And Malaria Services By 2010. Progress Report \(2006-2010\). Special Session of The African Union Conference Of Ministers Of Health, Geneva, Switzerland, 15 May 2010](#)

[10 Year Review: Abuja Declaration on Health Financing in Africa Presentation. Dr Ademola Olajide, Head of Division – HNP, Social Affairs Department, African Union Commission](#)

[Meeting of the Committee of Experts of the 4th Joint Annual Meetings of the AU Conference of Ministers of Economy and Finance and ECA Conference of African Ministers of Finance, Planning and Economic Development. 2011. Information Note: 10 Years After the “Abuja Commitment” to Allocate 15% of National Budgets to Health](#)

[Millennium Development Goals](#)

[International Conference on Financing for Development in Monterrey, Mexico \(2002\), which resulted in the Monterrey Consensus](#)

Photo Credit: © WHO/Marko Kokic



**Partners in Population and Development Africa Regional Office (PPD ARO)**

Statistics House, 3rd Floor, 9 Colville Street, P.O. Box 2666, Kampala, Uganda

Office: (+256) 414-705-446

<http://www.ppdafrica.org/> [aro@ppdafrica.org](mailto:aro@ppdafrica.org)